



HAL
open science

La paradoxale domination de la “ nouvelle classe moyenne ” sur les espaces urbains désindustrialisés

Max Rousseau

► **To cite this version:**

Max Rousseau. La paradoxale domination de la “ nouvelle classe moyenne ” sur les espaces urbains désindustrialisés. Espace et rapports de domination, pp.177-187, 2015. halshs-03267899

HAL Id: halshs-03267899

<https://shs.hal.science/halshs-03267899>

Submitted on 22 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La paradoxale domination de la « nouvelle classe moyenne » sur les espaces urbains désindustrialisés

Max Rousseau

p. 177-187

[Texte](#) [Bibliographie](#) [Notes](#) [Auteur](#)

Texte intégral

- 1 M. Valls est maire d'Évry depuis 2001, député de la première circonscription de l'Essonne depuis 2 ([...](#))

« Dans une séquence diffusée le 8 juin sur Direct 8, Manuel Valls¹, dans les allées d'une brocante, soupire : "Belle image de la ville d'Évry..." Et demande à l'homme qui l'accompagne : "Tu me mets quelques Blancs, quelques *white*, quelques *blancos*." [...] Interviewé un peu plus tard [...], Manuel Valls a tenté de rectifier le tir. "Avec les stands qu'il y avait là, le sentiment que la ville, ce n'est que cela... que ces brocantes, alors que j'ai l'idée, au fond d'une diversité, d'un mélange qui ne peut pas être un ghetto. Il faut amener une diversité sociale parce qu'il est là essentiellement le problème, pour une ville comme Évry, [...] qui manque d'un centre-ville... pour accueillir ces classes moyennes, qui soient issues ou non de l'immigration..." » (*Libération*, 15 juin 2009).

INTRODUCTION : L'EVOLUTION DES RAPPORTS DE DOMINATION DANS LES ESPACES URBAINS DESINDUSTRIALISES

- 2 Les données sont en effet très contrastées selon les profils des villes. Par exemple, pour les deu ([...](#))

1 De nombreux travaux récents montrent la généralisation, dans les villes occidentales, de stratégies urbaines visant à favoriser l'implantation de ménages des classes moyennes. Si la recherche a démontré que l'attraction des individus les mieux insérés dans la société de services constitue depuis trois décennies un pilier de l'« entrepreneurialisme urbain » (Harvey, 1989), cet enjeu de la compétition interurbaine a fait l'objet d'une attention moindre en ce qui concerne les villes historiquement les plus dépendantes du secteur secondaire. Pourtant, dans ces espaces désormais fréquemment confrontés à un déclin économique avancé, ce phénomène fait surgir d'importantes questions concernant l'évolution des rapports de domination. L'organisation spatiale de ces villes y a en effet traditionnellement constitué l'enjeu d'un rapport de force entre le mouvement ouvrier, le patronat local et l'État central. Dans un contexte de désindustrialisation diffuse des villes occidentales, cette configuration politique a évolué au cours des trois dernières décennies sous l'effet conjoint de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, de la recomposition du patronat local et de la réorientation néolibérale des politiques urbaines. Dans les espaces postindustriels, une

nouvelle forme de domination paradoxale se met en place, celle d'un groupe social qui, bien que faiblement représenté dans ces villes², se voit désormais désigné comme une cible prioritaire dans les nouvelles opérations d'aménagement urbain.

2Comment expliquer ce phénomène ? L'hypothèse générale que je défendrai ici est que du fait de la consécration récente de son capital économique et de son capital culturel, la « nouvelle classe moyenne » détient désormais un « pouvoir systémique », c'est-à-dire une capacité accrue d'influer sur la production politique de l'espace dans des villes où elle n'est pourtant que faiblement présente numériquement. Ce pouvoir systémique, qui résulte d'une évolution plus générale du contexte socio-économique dans lequel s'insèrent les politiques urbaines, permet à ce groupe de peser sur l'urbanisation récente des villes en déclin. Les politiques de gentrification, qui visent la substitution d'un groupe social par un autre, ne résultent donc pas simplement d'un processus socio-économique : il s'agit également d'un processus politique et culturel, qui résulte notamment de la montée en puissance d'un groupe social spécifique dans le champ des représentations de la ville post-industrielle.

LE CAPITAL SYMBOLIQUE DE LA NOUVELLE CLASSE MOYENNE

3La généralisation des politiques de gentrification mises en œuvre dans les villes post-industrielles en déclin s'explique en partie par des facteurs locaux comme la pression exercée par les intérêts immobiliers locaux, conjuguée à la volonté des élus de trouver un nouveau vecteur de redéveloppement de la ville post-industrielle après l'échec de la stratégie initiale d'attraction des entreprises menée au cours des années 1980 (Rousseau, 2011). Mais elle reflète également l'influence d'un groupe social en ascension dans la production de l'urbain, dans des villes où celui-ci est pourtant numériquement sous-représenté. Pour comprendre pourquoi ce groupe bénéficie d'une capacité d'influence accrue sur les décideurs urbains, il est utile de se tourner en premier lieu vers le concept de « capital symbolique » (Bourdieu, 1987), qui indique que dans tout champ social, certains types de capitaux se voient plus facilement reconnus que d'autres. On peut considérer les représentations de la ville post-industrielle comme un champ qui s'exerce à travers des règles sans cesse renégociées et renouvelées, et incorporées par les différents acteurs en lutte pour imposer la définition dominante de *ce que doit être la ville post-industrielle*. Pour ce faire, les élites urbaines disposent d'une somme désormais internationalisée de « bonnes pratiques ». Par ailleurs, l'intérêt du concept de capital symbolique réside dans sa capacité à penser l'exclusion des autres types de capitaux non légitimes ; le capital symbolique constitue un puissant levier de légitimation de l'inégalité sociale, comme Pierre Bourdieu le notait lui-même :

« Du fait que le capital symbolique n'est pas autre chose que le capital économique ou culturel lorsqu'il est connu et reconnu, lorsqu'il est connu selon les catégories de perception qu'il impose, les rapports de force symbolique tendent à reproduire et à renforcer les rapports de force qui constituent la structure de l'espace social » (Bourdieu, 1987, p. 160).

4Selon de nombreux chercheurs, c'est un groupe social particulier, la « nouvelle classe moyenne » née de la modernisation de l'économie occidentale, qui constitue le principal moteur de la gentrification « spontanée » des grandes métropoles des deux côtés de la Manche comme de l'Atlantique. Après être brièvement revenu sur ce groupe, l'hypothèse que je développerai est que celui-ci voit son capital culturel ainsi que son capital économique être

reconnus comme capitaux symboliques dans les représentations de la ville post-industrielle. Cela explique en partie le paradoxe de politiques urbaines menées pour un groupe sinon absent, du moins sous-représenté dans les villes industrielles en déclin.

LES MUTATIONS DE LA CLASSE MOYENNE

URBAINE : LE PARADOXE DES VILLES POST-INDUSTRIELLES

5Il convient tout d'abord de revenir brièvement sur la notion de « nouvelle classe moyenne ». Dans la plupart des villes dominées par l'industrie, la classe moyenne, avant tout constituée des commerçants et des artisans qui constituaient l'unique « tampon » entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, fut longtemps relativement faible numériquement et inapte politiquement à peser sur les politiques urbaines. Par ailleurs, ces professions, déjà confrontées à la paupérisation d'une large fraction de leur clientèle ouvrière à partir des années 1970, se sont vues de surcroît concurrencées par de nouvelles formes d'activité liées à la modernisation économique et à la concentration du capital, comme les nombreux centres commerciaux périphériques. C'est pourquoi leurs mobilisations urbaines, sporadiques, prenaient davantage une forme réactive (contre les grandes surfaces, voire contre l'implantation de la main-d'œuvre immigrée) qu'une forme proactive à mesure de leur déclin.

6Parallèlement au déclin de cette classe moyenne urbaine « traditionnelle », un nouveau groupe intermédiaire se développe sous l'effet de la nouvelle division internationale du travail et de la transition des économies des pays développés vers une « économie de la connaissance ». Ce nouveau groupe concerne avant tout des employés de la fonction publique (enseignement, santé, culture), mais également la « *service class* », c'est-à-dire les professionnels et les managers du secteur privé davantage engagés dans une « relation contractuelle » que dans une « relation salariale » (Bidou, 2004). Cette « nouvelle classe moyenne » en rapide ascension démographique se concentre de manière croissante dans les métropoles les plus dynamiques, et nettement moins dans les villes industrielles ayant connu un « *white flight* » sous l'effet de la crise industrielle (Rousseau, 2011). Elle occupe une place intermédiaire entre les couches populaires et la classe dirigeante des capitalistes et des cadres supérieurs. Elle se distingue également de l'« ancienne » petite bourgeoisie, celle des commerçants et des artisans, en surinvestissant certains éléments comme le capital scolaire, auquel elle doit sa position, ou l'occupation de logements dans des quartiers centraux facilitant l'accès au marché du travail ainsi qu'aux pratiques culturelles. Dès le début des années 1980, cette « nouvelle classe moyenne » est identifiée comme la force motrice de la gentrification des principales métropoles des deux côtés de l'Atlantique. C'est pourquoi dans les grandes métropoles, la gentrification observée depuis le tournant des années 1980 apparaît comme un phénomène avant tout spontané, même si dans un second temps, les « gentrificateurs » parviennent à influencer les politiques urbaines en inscrivant de nouveaux thèmes à l'agenda (qualité de vie etc.), préparant par là-même le terrain à l'extension du processus de renouvellement social. En revanche, dans les villes postindustrielles en déclin désertées par la classe moyenne au sortir de la crise industrielle, la gentrification sporadique observable depuis une décennie ne résulte clairement pas du processus observé dans les grandes métropoles. Dans les espaces désindustrialisés, elle apparaît davantage comme le résultat de l'action publique que comme un processus spontané. Dès le milieu des années 1990, dans de nombreuses villes en déclin, les politiques urbaines (culture, embellissement

des espaces publics, piétonisation etc.) reflètent ainsi l'influence d'une « culture des gentrificateurs » qui, pourtant, sont encore faiblement présents dans ces villes. Comment dès lors comprendre l'influence paradoxale de la nouvelle classe moyenne sur les politiques publiques de villes dans lesquelles celle-ci est numériquement sous-représentée ?

LA CONSECRATION DU CAPITAL CULTUREL DE LA NOUVELLE CLASSE MOYENNE : LE RÔLE DE L'« INFRASTRUCTURE CRITIQUE » DE LA GENTRIFICATION

7Plusieurs chercheurs pointent le rôle de la presse dans la diffusion d'une « culture des gentrificateurs » globale. Ainsi, ce serait sous l'influence des médias, et notamment de la publication de classements des « meilleures villes » que l'attachement à la « qualité de vie » urbaine – à laquelle la nouvelle classe moyenne attache une importance particulière (Ley, 1996) – devient depuis peu un nouveau référentiel mondial des politiques urbaines en dépit des divergences d'opinion sur ce que recouvre concrètement le terme – la sécurité, les aménités urbaines, la qualité des écoles, celle des transports, de l'environnement etc. Étudiant la représentation de la ville américaine dans trois magazines de « style de vie urbain » sur la période 1960-1990, Miriam Greenberg (2000) montre ainsi comment, à partir de la fin des années 1980, la concentration des médias entre les mains de quelques conglomérats et le développement d'une classe moyenne urbaine prospère conduisent la presse à adopter un nouveau regard sur la ville, dépolitisé et présentant désormais celle-ci uniquement sous l'angle de la « qualité de vie » et de la diversification des « styles de vie » offerts, et non plus à travers la modernité architecturale (les gratte-ciels des années 1960) ou les individus qui la représentent (dans les années 1970).

8De même, les travaux de Sharon Zukin montrent comment les modes de vie urbains ont évolué depuis l'après-guerre, du maintien relativement stable du statut social vers une poursuite effrénée de capital culturel. Cette évolution n'est pas sans conséquence sur la diffusion massive d'une nouvelle image de la ville. Sharon Zukin pointe en particulier le rôle de ce qu'elle qualifie d'« infrastructure critique » de la culture, désignant l'ensemble des individus (journalistes, universitaires, critiques d'art etc.) qui façonnent les goûts culturels et les traduisent dans la sphère de la consommation en contribuant à leur attribuer une valeur. En ce qui concerne la gentrification, elle montre ainsi comment la consommation « réflexive » promue par l'infrastructure critique s'attache notamment aux quartiers jugés « authentiques », pourvus d'une offre importante de biens culturels potentiellement valorisables dans la sphère de la consommation. Or, ces médiateurs favorisant la « consommation réflexive » des quartiers populaires et constituant donc l'« infrastructure critique » de la gentrification sont fréquemment les gentrificateurs eux-mêmes, car ceux-ci sont généralement bien dotés en capital culturel. Sharon Zukin relate ainsi comment les médias ont largement contribué à l'esthétisation récente de la vie urbaine :

- 3 Traduction personnelle.

« Quand les journaux et les magazines de “style de vie” relataient des histoires de gentrification, ils mettaient l'accent sur les valeurs esthétiques des maisons historiques et des

lofts. Ils rendaient glamour le style de vie des gens qui vivaient soit dans les maisons de ville [...] soit dans les grands lofts. Dès lors, d'une certaine manière, l'image publique de la gentrification était celle d'un style de vie esthétique et "artistique". [...] Les gentrificateurs occupaient généralement des emplois de professeurs, avocats, artistes, écrivains, de managers publics ou privés, ou travaillaient dans les équipes créatives des entreprises de publicité ou de commerce. Beaucoup d'entre eux s'intéressaient à la bonne cuisine et aux arts – le genre de consommation culturelle qui croît si rapidement avec la gentrification. Les artistes au chômage ou sous-employés trouvaient souvent des emplois dans les nouvelles boutiques de nourriture pour gourmets, les restaurants ou les galeries d'art. Les écrivains, qui étaient également des résidents urbains, relatèrent ces nouveaux plaisirs dans les journaux et les magazines. Ainsi les gentrificateurs fournirent-ils une base matérielle pour la nouvelle production et la nouvelle consommation culturelle. En s'en faisant les exemples et en écrivant sur les nouvelles tendances culturelles, ils devinrent une "infrastructure critique" pour l'économie symbolique émergente de la ville³ » (Zukin, 1998, p. 831).

⁹En France également, il existe à n'en pas douter une telle « infrastructure critique » de la ville gentrifiée, dont il serait intéressant d'écrire l'histoire. Pour prendre le simple exemple des lofts, dont l'imagerie esthétique fut importée d'outre-Atlantique en 1981 par le film à succès *Diva* de Jean-Jacques Beineix, les premières conversions d'usines en habitations du début des années 1980 faisaient déjà l'objet de compte rendus fascinés par la presse. L'engouement rapide de la presse française à partir de l'été 2000 pour le terme, importé des Etats-Unis, de « bourgeois-bohèmes », illustre bien également l'accélération de la montée en puissance récente des représentations urbaines de la nouvelle classe moyenne. Dans un article où il compare le traitement dans la presse de deux vocables apparus à la même époque, Xavier de La Porte (2006) montre comment le terme de « bobos » était instantanément consacré par la presse au moment où celui de « travailleurs pauvres » (*working poor*) suscitait moins d'enthousiasme. De nombreux chercheurs se voient également suspectés de contribuer à l'« infrastructure critique » de la gentrification (Slater, 2006).

¹⁰Autrement dit, la nouvelle classe moyenne tente de convertir son capital culturel en capital symbolique. Or ce dernier pèse sur les représentations des gouvernements urbains, notamment dans des villes soumises à un déclin persistant et aux prises avec une concurrence interurbaine exacerbée dans lesquelles elles apparaissent handicapées. Par exemple, un cadre du service d'urbanisme de Vaulx-en-Velin m'expliquait récemment qu'« il faut rechercher sous le terme de mixité sociale l'apport de classes moyennes qui sont génératrices de besoins nouveaux et qui confortent une certaine modernité au territoire, une certaine attractivité du territoire » (entretien, mai 2011). Ainsi, la montée en puissance des références à la « qualité de vie » ne doit pas masquer que « ce n'est pas un "pluralisme" de styles de vie et de modes de consommation qui règne, mais plutôt le fait que les idées et les définitions de la "bonne vie" des consommateurs à hauts revenus sont devenues les plus influentes » (Mayer, 1989).

LA CONSECRATION DU CAPITAL ECONOMIQUE

DE LA NOUVELLE CLASSE MOYENNE : LE ROLE

DES NOUVELLES THEORIES DU

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE URBAIN

- 4 L'entreprise d'audits urbains de ce dernier avait d'ailleurs été pressentie pour réaliser une étude (...)

11 Par ailleurs, de nouveaux modèles de développement économique des villes se développent à partir des années 1990, qui relativisent l'importance traditionnelle accordée à la production dans la croissance urbaine et mettent en avant le rôle du « capital humain », c'est-à-dire des individus à haut niveau d'instruction. Selon ces théories, les lieux qui concentrent le capital humain sont plus innovants ; or, l'innovation est désormais considérée comme le principal moteur de la croissance des villes occidentales. Dès lors, la croissance urbaine est perçue comme dépendante de la capacité locale à attirer la main-d'œuvre hautement qualifiée plus qu'à attirer de grandes entreprises. Parmi ces auteurs, Richard Florida s'est imposé dans les années 2000 comme l'un des prescripteurs les plus écoutés en matière de politiques urbaines. Reliant les théories économiques précédentes au développement des analyses sociologiques sur la « nouvelle classe moyenne » qui s'établit en centre-ville, il pointe l'importance du « capital créatif » pour la croissance urbaine. Son « innovation » est d'expliquer que le pouvoir de ce groupe est tout autant économique que culturel, éveillant ainsi l'attention des élites urbaines soucieuses d'assurer la croissance de leur ville (Florida, 2002). Les promesses de Richard Florida conduisent les gouvernements urbains entrepreneuriaux des villes industrielles en déclin, britanniques comme françaises, à conférer une importance particulière à la connaissance des désirs de « leur classe créative ». Cela a par exemple fourni l'occasion d'une enquête récente menée à Saint-Étienne qui relativise à la fois l'apport réel de ce groupe à l'économie urbaine et la cohérence de ses choix en matière d'urbanisme (Rousseau, 2008). Bien que très controversée scientifiquement, la théorie de la « classe créative » fait pourtant figure de « solution miracle » au ralentissement économique et se voit dès lors reçue avec attention par les élites des villes industrielles en déclin. Ainsi, les deux derniers directeurs généraux de *Sheffield City Council* ainsi que de nombreux directeurs de services nommés dans les années 2000 m'ont déclaré être de fervents adeptes de cette théorie. Un urbaniste de l'autorité locale m'a confirmé que le nom même de *Creative Sheffield*, l'agence chargée à partir de 2008 de redévelopper le centre-ville et de vendre la nouvelle image de la ville, a été choisi en référence directe aux travaux de Richard Florida⁴. De même, l'un des cadres dirigeants de l'administration municipale de Roubaix décrit-il ainsi l'usage intensif de la culture dans la nouvelle stratégie municipale :

« [L']utilisation de la culture dans le changement d'image [...] accélère l'attractivité du marché urbain : si, avec la culture, la ville apparaît accueillante, ouverte et créative, elle aura tendance, par ce différentiel d'attractivité, à accueillir les créatifs, cette fameuse classe des créatifs qui est considérée par certains comme le moteur de l'économie urbaine » (David, 2008, p. 263).

12 Dans le cas spécifique des villes françaises, on pourrait citer également l'influence récente de l'« économie résidentielle » qui propose cette fois de déconnecter la production des revenus afin d'expliquer le développement local : désormais, il semble moins utile d'attirer ou de retenir des entreprises que d'attirer et de retenir des populations aptes à consommer, celles qui sont dotées de revenus élevés et stables et qui sont désignées comme étant les « bobos », « fonctionnaires », retraités », « touristes » et « actifs occupés ailleurs » (Davezies, 2008, p. 54). Ce type de théorie entre par exemple en résonance avec l'actuelle volonté des gouvernements de nombreuses communes touchées par la crise industrielle de redévelopper un commerce de proximité en centre-ville. Par exemple, à Vaulx-en-Velin et à Vénissieux, villes de tradition industrielle de l'agglomération lyonnaise ayant connu un fort déclin économique et démographique ainsi qu'une rapide paupérisation de leur population dans les

années 1970 et 1980, l'implantation de jeunes ménages primo-accédants appartenant à la « nouvelle classe moyenne » (dans les nouveaux immeubles construits à partir du milieu des années 2000 par de grands groupes de promotion immobilière) est largement soutenue par les municipalités au nom de la stabilisation de la récente et fragile armature commerciale des centres-villes. Ainsi, en termes *économiques*, les deux théories sont très dissemblables : c'est par sa *production* que la « classe créative » contribue à la croissance, alors que l'« économie résidentielle » voit le développement local dépendre de la *consommation* de groupes sociaux dotés de revenus stables. En termes *sociaux* et *géographiques*, en revanche, les deux se rejoignent en mettant l'accent sur la contribution des groupes sociaux plus aisés au développement économique local. Enfin, en termes *politiques*, la traduction est claire : il s'agit, au nom d'un hypothétique « intérêt général urbain », d'attirer en ville ces groupes sociaux, dont la nouvelle classe moyenne.

CONCLUSION : UN « POUVOIR SYSTEMIQUE » DE LA NOUVELLE CLASSE MOYENNE DANS LES VILLES EN DECLIN ?

13 Comment traduire en termes politiques la domination symbolique d'un groupe social, pourtant numériquement relativement faible dans les villes les plus touchées par la désindustrialisation, sur le nouveau référentiel de l'urbanisation ? La réponse peut être cherchée du côté du concept de « pouvoir systémique », forgé par Clarence Stone (1989) dans son étude du gouvernement d'Atlanta. Le pouvoir systémique signifie que tout « système » politique ou économique tend à favoriser naturellement les intérêts de certains acteurs considérés comme cruciaux au détriment d'autres. Dans le cadre des économies de marché, la flexibilisation de l'accumulation du capital constitue la clef du pouvoir systémique du milieu des affaires : les investisseurs privés ont en effet la possibilité de quitter un territoire lorsqu'ils le souhaitent. Pour Clarence Stone, le pouvoir systémique permet dès lors aux intérêts du milieu des affaires d'être systématiquement pris en compte, et privilégiés, lors de la production des politiques urbaines.

14 Pour comprendre la généralisation des politiques de gentrification dans les villes post-industrielles, on peut considérer que la consécration récente du capital symbolique de la nouvelle classe moyenne dans le champ des représentations de la ville lui a permis d'acquérir un pouvoir systémique sur la définition des politiques urbaines. C'est ainsi par la fascination qu'exerce son style de vie, mais aussi par son rôle économique désormais promu comme la seule planche de salut possible pour les villes en déclin, que la nouvelle classe moyenne devient « systématiquement chanceuse » et influe sur la production politique de l'espace dans de nombreuses villes où elle n'est pourtant que faiblement présente. Il ne s'agira évidemment pas d'en conclure qu'à l'échelle urbaine, le pouvoir systémique du milieu des affaires disparaît dans les années 1990. Simplement, celui-ci se partage désormais avec celui d'un groupe social dont l'ascension symbolique découle de son rôle jugé crucial dans le cadre de la montée en puissance du « capitalisme cognitif » au sein des économies occidentales. En somme, le pouvoir systémique, pour les différentes raisons observées, se partage désormais entre le capital économique et le « capital humain ».

15 Cette nouvelle forme de domination résulte de la recomposition du pouvoir urbain dans les espaces aux prises avec les affres de la désindustrialisation. La structuration du mouvement

ouvrier avait permis aux intérêts de la classe ouvrière de peser face au patronat local et à l'État central dans l'organisation spatiale de ces villes au milieu du XX^e siècle. Or depuis trois décennies, l'affaiblissement continu du mouvement ouvrier (sous l'effet des pertes d'emplois industriels), l'affaiblissement de la domination des patronats industriels locaux (sous l'effet de la délocalisation des capitaux ou de la conversion de ceux-ci depuis l'économie productive vers l'économie résidentielle), et enfin la concentration de l'action étatique sur les espaces métropolitains les plus compétitifs, affranchit progressivement des contraintes du passé les municipalités gérant les espaces post-industriels en déclin. De nouvelles formes de domination se mettent dès lors en place : outre la domination des investisseurs désormais mondialisés, on note ainsi la nouvelle domination paradoxale d'un groupe social faiblement représenté dans les villes désindustrialisées, mais influent dans leur réaménagement depuis des espaces à l'usage des ouvriers jusqu'à des espaces à l'usage de la nouvelle classe moyenne.

16 Par ailleurs, l'« effet de percolation » sur la population locale souvent évoqué pour justifier la mise des crédits publics au service des stratégies de gentrification ne débouche en fait pas sur une réelle amélioration des conditions de vie des populations paupérisées depuis le départ des capitaux industriels : de nombreuses études récentes montrent que la plupart des nouveaux emplois nouvellement créés dans la construction, le tourisme, le commerce ou les services à la personne sont précaires et mal payés. Dans les villes post-industrielles mettant en œuvre des stratégies de gentrification, l'ex-classe ouvrière ne se voit ainsi finalement guère proposer d'autre perspective que de se transformer en une « classe de serviteurs » au service de la « classe créative » ou des consommateurs de « l'économie résidentielle ». Peu de voix s'élèvent pourtant contre cette nouvelle forme de domination, en raison d'une part de l'affaiblissement des canaux de représentations de couches populaires elles-mêmes aux prises avec une fragmentation continue, d'autre part en raison de la puissance des représentations dépolitisées d'une ville post-industrielle, axées sur la qualité de vie, une économie de services et enfin, accessoirement, une progression infinie des prix immobiliers « bénéfique à tous ». Il n'est donc finalement pas étonnant d'observer que ce soit le krach récemment observé dans les villes désindustrialisées du Nord de l'Angleterre qui ait constitué l'élément déclencheur d'un nouveau discours critique sur les stratégies de gentrification (Rousseau, 2011).

Bibliographie

Des DOI sont automatiquement ajoutés aux références par Bilbo, l'outil d'annotation bibliographique d'OpenEdition.

Les utilisateurs des institutions qui sont abonnées à un des programmes freemium d'OpenEdition peuvent télécharger les références bibliographiques pour lesquelles Bilbo a trouvé un DOI.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

« À Évry, Manuel Valls veut des “Blancs, des white, des blancs” », *Libération*, 15 juin 2009.

BIDOU C., « Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses », *Éducation et sociétés*, n° 14, 2004, p. 119-134.

BOURDIEU P., *Choses dites*, Paris, Les éditions de Minuit, 1987.

DAVEZIES L., *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Le Seuil, 2008.

DAVID M., « Culture et développement local : le cas de Roubaix », N. EL-HAGGAR (dir.), *À propos de la culture*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 257-265.

DE LA PORTE X., « “Bobos” et “travailleurs pauvres”. Petits arrangements de la presse avec le monde social », S. BEAUD, J. CONFAVREUX, J. LINDGAARD (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006, p. 509-519.

GREENBERG M., « Branding cities: a social history of the urban lifestyle magazine », *Urban Affairs Review*, vol. 36, n° 2, 2000, p. 228-262.

HARVEY D., « From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*, vol. 71B, 1989, p. 3-17.

DOI : [10.1080/04353684.1989.11879583](https://doi.org/10.1080/04353684.1989.11879583)

LEY D., *The New Middle Class and the remaking of the central city*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

MAYER M., « Local politics: from administration to management », communication au colloque « Regulation, innovation and spatial development », Cardiff, 1989.

ROUSSEAU M., « *Richard Florida in Saint-Étienne ? Sociologie de la “classe créative” stéphanoise* », *Annales de la recherche urbaine*, n° 105, 2008, p. 112-119.

DOI : [10.3406/aru.2008.2769](https://doi.org/10.3406/aru.2008.2769)

ROUSSEAU M., *Vendre la ville (post) industrielle. Capitalisme, pouvoir et politiques d'image à Roubaix et à Sheffield (1945-2010)*, thèse de doctorat en science politique, université de Saint-Étienne/université de Lyon, 2011.

SLATER T., « The eviction of critical perspectives from gentrification research », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n° 4, 2006, p. 37-757.

DOI : [10.1111/j.1468-2427.2006.00689.x](https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2006.00689.x)

STONE C., *Regime politics: Governing Atlanta 1946-1988*, Lawrence, University Press of Kansas, 1989.

ZUKIN S., « Urban lifestyles: diversity and standardisation in spaces of consumption », *Urban Studies*, vol. 35, n° 5-6, 1998, p. 825-839.

DOI : [10.1080/0042098984574](https://doi.org/10.1080/0042098984574)

Notes

1 M. Valls est maire d'Évry depuis 2001, député de la première circonscription de l'Essonne depuis 2002, et ministre de l'Intérieur depuis 2011. Il est membre du Parti socialiste.

2 Les données sont en effet très contrastées selon les profils des villes. Par exemple, pour les deux catégories de l'INSEE « cadres et professions intellectuelles supérieures » et « professions intermédiaires », Roubaix présente des parts cumulées en augmentation, de

10,5 % de la population active résidente de la ville en 1999 à 13,9 % en 2009. À titre de comparaison, le taux cumulé de ces deux catégories à Lyon passe dans le même intervalle de 27,8 % à 34,3 %.

[3](#) Traduction personnelle.

[4](#) L'entreprise d'audits urbains de ce dernier avait d'ailleurs été pressentie pour réaliser une étude du « potentiel créatif » de Sheffield au milieu des années 2000, mais le directeur général des services m'a déclaré avoir finalement reculé devant la cherté des tarifs pratiqués...

Auteur

[*Max Rousseau*](#)

Chercheur en science politique, CIRAD – Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (ART-Dev – Acteurs, ressources et territoires dans le développement).